

<p>REPONSE A LA CONSULTATION PUBLIQUE « PROJETS D'ANNEXES AUX DECISIONS PROPOSANT LES MODALITES D'ATTRIBUTION DE FREQUENCES DANS LES BANDES 700 MHZ ET 3,4 - 3,8 GHZ A LA REUNION ET LES BANDES 700 MHZ ET 900 MHZ A MAYOTTE »</p>

Le groupe Iliad a pour ambition d'atteindre la plus grande homogénéité commerciale pour les offres de Free sur ses réseaux mobiles en France, dans les marchés métropolitain et d'outremer. L'atteinte de cette homogénéité est facilitée par l'uniformité des conditions d'attribution des fréquences dans les différents territoires français.

A cet égard, le groupe Iliad tient à souligner la modération économique qui a prévalu en métropole pour l'attribution des licences 3,5 GHz. Dans un contexte où les licences dans les outremer feront pour la première fois l'objet d'attribution au travers d'un mécanisme d'enchères, il est indispensable que les modalités d'attribution envisagées par le gouvernement et l'Arcep restent mesurées sur le plan économique.

Plus généralement, les modalités d'attribution envisagées par l'Arcep dans le cadre de son projet d'attribution pour la Réunion et Mayotte conduisent le groupe Iliad à formuler les commentaires suivants.

Modalités d'attribution en bande 700 MHz à Mayotte et à la Réunion

Les bandes basses sont des ressources nécessaires à l'amélioration de la qualité de la couverture des opérateurs mobiles, notamment à l'intérieur des bâtiments. Il convient donc que chacun des opérateurs puisse bénéficier d'une quantité satisfaisante de ces fréquences, sans toutefois qu'un opérateur ne bénéficie de conditions particulières et dérogatoires.

En effet, la situation concurrentielle à la Réunion et à Mayotte ne nous semble pas présenter de caractéristiques spécifiques qui justifieraient d'un traitement significativement différencié, par exemple via la réservation d'un lot à un opérateur particulier, au regard des modalités qui ont été retenues par l'Etat en métropole pour l'attribution des fréquences en bande 700 MHz en 2015.

La réservation globale de lot de 5 MHz pour 4 opérateurs et la limite de quantités de fréquences basses par opérateur au global à 30 MHz et en 700 MHz à 15 MHz envisagées par l'Autorité nous semblent donc satisfaisantes pour assurer l'attribution de fréquences basses à tous les opérateurs.

Les obligations et engagements prévus par les modalités d'attribution envisagées par l'Arcep nous paraissent également équilibrés, en ce que les obligations de déploiement sont assorties d'obligations de mutualisation ou conditionnées par la mise à disposition d'emplacements et en ce que les engagements sont cohérents avec ceux qui prévalent en métropole.

En revanche, les modalités d'enchères pour le solde des blocs fréquences non attribuées dans les blocs réservés nous semblent pouvoir être simplifiées, sous la forme d'une enchère ascendante simple. Le déroulé d'une telle enchère est en effet plus lisible pour les opérateurs, pour un résultat théoriquement équivalent.

Modalités d'attribution en bande 900 MHz à Mayotte

Les modalités prévues par l'Arcep pour l'attribution des 2,4 MHz et 0,2 MHz duplex en bande 900 MHz nous paraissent satisfaisantes.

Modalités d'attribution en bande 3,5 GHz à la Réunion

Une reproduction stricte des modalités d'attribution mise en place en métropole, par (i) l'attribution de lots réservés d'au moins 60 MHz à un prix fixe, le cas échéant sous condition de démonstration de la crédibilité du projet et du financement de l'opérateur, suivie (ii) d'une enchère ascendante pour le solde paraît souhaitable.

- (i) Du fait de la disponibilité importante de spectre, le lot réservé pourrait être plus important qu'en métropole. Il ne semble pas nécessaire de prévoir des obligations de déploiement d'un nombre spécifique de sites en 3,5 GHz du fait des spécificités géographiques de la Réunion et dans la mesure où les opérateurs déploieront spontanément ces sites dans les zones où ils sont nécessaires.
- (ii) La nature de l'enchère prévue par l'Arcep, en un tour à pli fermé, si elle conduit théoriquement à des résultats d'enchères similaires à une enchère ascendante, génère une grande complexité d'analyse et une forte incertitude. La duplication des modalités d'enchères mis en place en métropole nous paraît préférable car plus lisible et moins complexe pour les opérateurs.

Les autres modalités envisagées, et notamment les plafond et plancher de fréquences 3,5 GHz, nous paraissent cohérentes.